



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/41/PV.24
9 octobre 1986

FRANCAIS

Quarante et unième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA VINGT-QUATRIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le lundi 6 octobre 1986, à 10 heures

Président :

M. CHOUDHURY

(Bangladesh)

Débat général [9] (suite)

Déclarations de

M. Tsering (Bhoutan)
M. Van Lierop (Vanuatu)
M. Mtetwa (Swaziland)
M. Qionibarawi (Fidji)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 10.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. TSERING (Bhoutan) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai l'honneur de vous transmettre, ainsi qu'à tous les représentants, les chaleureuses salutations et les meilleurs voeux de Sa Majesté Jigme Singye Wangchuck, roi du Bhoutan, pour que la quarante et unième session soit couronnée de succès.

Au nom de ma délégation, qu'il me soit également permis de vous adresser les plus sincères félicitations de ma délégation à l'occasion de votre élection à la présidence de la présente session de l'Assemblée générale. Etant donné vos états de service remarquables, y compris les postes diplomatiques que vous avez occupés pendant longtemps dans diverses régions du monde et au sein des Nations Unies, nul n'était plus qualifié pour ce poste. Les relations étroites et amicales que le Bhoutan a toujours entretenues avec votre pays, le Bangladesh, sont une raison de plus qui explique combien nous nous réjouissons de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale.

Je tiens à exprimer officiellement notre reconnaissance à M. Jaime de Piniés pour la manière dont il a dirigé la quarantième session, session anniversaire. La façon remarquable dont il a dirigé cette session de l'Assemblée générale lui a acquis, ainsi qu'à son pays, l'Espagne, le respect de toute la communauté internationale.

Notre Secrétaire général, S. Exc. M. Javier Pérez de Cuéllar, mérite toutes nos félicitations pour la remarquable façon dont il dirige l'Organisation, ainsi que pour le zèle et le dévouement qu'il manifeste dans la promotion des buts et principes de la Charte des Nations Unies. Ma délégation tient également à exprimer combien elle admire ses rapports annuels percutants.

La quarantième session, session anniversaire, qui a eu lieu l'année dernière, a marqué un jalon dans l'histoire des Nations Unies. D'éminents dirigeants du monde entier ici rassemblés ont réaffirmé avec éloquence leur attachement à la Charte et souligné l'importance vitale du multilatéralisme pour régler les problèmes mondiaux. Des mesures constructives ont été prises en vue de régler les problèmes découlant du terrorisme, de l'apartheid et de l'abus des stupéfiants. Il y avait lieu de se féliciter car, après tout, l'Organisation est toujours jeune;

M. Tsering (Bhoutan)

elle a pu surmonter de très nombreuses crises au cours de son histoire; elle a à son actif une longue liste de succès, et elle a été reconnue une fois de plus comme étant le meilleur espoir de l'homme pour la paix et la sécurité mondiales.

Cette session historique continue certes de briller dans notre mémoire mais, en cette Année internationale de la paix, nous ne pouvons nous permettre d'être trop satisfaits de nous-mêmes, car nous devons faire face à de graves dangers sur différents fronts.

La crise en Afrique du Sud menace de se transformer en un cataclysme qui risque d'englober toute l'Afrique australe. Le caractère d'urgence de la situation a été mis en relief de manière éloquente lors de la Conférence au sommet du Mouvement des non-alignés, qui s'est tenue récemment à Harare. L'origine du problème, comme tout le monde le sait, est l'apartheid et la position tout à fait intransigeante du régime raciste, qui refuse de négocier avec les dirigeants noirs ou d'accepter les mandats des Nations Unies. Les atrocités quotidiennes perpétrées au nom du prétendu état d'urgence qu'on vient d'imposer et par lequel le régime de Pretoria montre son profond mépris de l'opinion publique internationale dépassent l'imagination : arrestations, tortures, intimidation de milliers d'opposants de l'apartheid, déportations en masses et censure très sévère de l'information. Des jeunes enfants sont sauvagement assassinés tous les jours.

Nous dénonçons dans les termes les plus vigoureux la poursuite de l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. Les droits du peuple de ce Territoire sont foulés aux pieds, leurs aspirations sont rejetées, leurs ressources naturelles sont pillées, leurs dirigeants emprisonnés, leurs jeunes gens enrôlés de force dans l'armée de l'Afrique du Sud. Nous condamnons la Conférence multipartite et autres manoeuvres frauduleuses destinées à assurer la poursuite de la domination de l'Afrique du Sud sur le Territoire. La résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, qui contient le Plan des Nations Unies, est toujours la seule base acceptable pour l'indépendance de la Namibie. Nous réaffirmons notre plein appui à la South West Africa People's Organization (SWAPO), seul représentant légitime du peuple namibien.

M. Tsering (Bhoutan)

Nous demandons des sanctions obligatoires globales contre l'Afrique du Sud. Nous déplorons les chantages économiques pratiqués par l'Afrique du Sud contre les Etats de première ligne et demandons une assistance financière pour les pays qui, maintenant, cherchent courageusement à se libérer de la dépendance économique qui les lie à l'Afrique du Sud.

La situation au Moyen-Orient continue d'accaparer toute notre attention, avec le même sentiment d'urgence. Le sort des Palestiniens reste au coeur du problème. Les Palestiniens doivent pouvoir exercer leur droit à l'autodétermination, y compris le droit à une autodétermination nationale dans leur patrie.

Nous demandons à Israël de respecter les résolutions pertinentes des Nations Unies en se retirant totalement et sans condition de tous les territoires occupés depuis 1967. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'une solution juste aux conflits du Moyen-Orient sera possible. Nous réaffirmons le droit de tous les Etats de la région, y compris Israël, à la sécurité et à une existence sûre.

La guerre cruelle qui oppose l'Iran et l'Iraq se poursuit. Aucune des deux parties n'a gagné quoi que ce soit; les deux ont souffert des pertes considérables en vies humaines et en biens matériels. Le résultat n'est que misères indicibles et morts. Entre autres conséquences, la guerre a quasiment arrêté le développement économique des deux parties et cela aura des suites désastreuses non seulement pour la présente génération mais aussi pour les générations futures. Nous appelons de tous nos voeux un cessez-le-feu immédiat et demandons aux deux parties de régler leur différend par des moyens pacifiques.

Nous appuyons le droit des peuples du Kampuchea et de l'Afghanistan de déterminer leur destin sans ingérence extérieure, sans subversion et sans coercition. Nous demandons un règlement politique dans ces deux pays, fondé sur le retrait des troupes étrangères et le rétablissement de leur indépendance, de leur souveraineté, de leur intégrité territoriale et de leur statut de non-aligné.

La question de la Corée doit être résolue par des moyens pacifiques grâce à un dialogue direct et à des négociations entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Le climat d'hostilité et de méfiance réciproques, profondément ancré, doit être remplacé par la compréhension mutuelle, la confiance et la réconciliation nationale en vue d'établir les conditions propices à une réunification pacifique du pays.

M. Tsering (Bhoutan)

Nous appuyons l'admission de la Corée du Sud et de la Corée du Nord à l'Organisation des Nations Unies, car cela améliorera les possibilités de dialogue et de coopération entre ces pays et renforcera les chances d'établir une paix durable sur la péninsule.

Notre plus grand défi continue d'être la course aux armements nucléaires, qui a créé un climat de peur et d'instabilité. Alors que la menace d'une destruction totale pèse sur tous, il ne peut y avoir de véritable sécurité pour quiconque. La notion de "guerre des étoiles" qui, pendant un temps, ne relevait que de la science fiction, menace maintenant de devenir une sinistre réalité, avec l'extension de la course aux armements à l'espace extra-atmosphérique. Loin de renforcer la paix et la sécurité internationales, la poursuite de l'escalade de la course aux armements ne contribue qu'à aggraver les tensions existantes.

L'absence de progrès en matière de contrôle des armements est source de graves préoccupations. Nous invitons les superpuissances à se consacrer à un dialogue constructif, auquel il convient d'apporter un nouvel élan. Tout en sachant parfaitement que les détails concrets des négociations exigent un travail ardu, on ne doit jamais perdre de vue que le désarmement est l'objectif final.

Seul un désarmement complet peut être acceptable pour la communauté internationale et, en tant que première mesure, nous nous associons à l'appel lancé pour l'arrêt complet des essais de nouveaux systèmes d'armes nucléaires et pour un gel de la production et de l'accumulation des armes nucléaires. Nous demandons également la cessation de la production et de la prolifération des armes classiques et une interdiction des essais, de la production et de la prolifération des armes chimiques.

L'Afrique subsaharienne est l'une des régions qui nécessite une assistance d'urgence. La crise qui sévit dans cette région est loin d'être terminée. Bien que quelques chutes de pluie plus abondantes aient quelque peu remédié à la sécheresse, la famine et la maladie menacent toujours des millions de vies humaines. Au-delà de la crise immédiate, les besoins de réformes à long terme de la région doivent être satisfaits. Nous espérons que le programme d'action qui a été mis au point lors de la session extraordinaire sur la situation économique critique en Afrique qui s'est réunie au printemps dernier recevra l'apport financier généreux de la communauté internationale.

M. Tsering (Bhoutan)

Les problèmes de l'Afrique subsaharienne, qui découlent en partie de l'héritage colonial et en partie de catastrophes naturelles, présentent un exemple frappant de l'injustice fondamentale des relations économiques internationales actuelles. Il est clair qu'une infrastructure économique mondiale plus équitable aurait permis en grande partie de protéger cette région contre de telles perturbations. Les restrictions commerciales, la détérioration des prix des produits de base, les apports de capitaux réduits et restreints et les taux d'intérêt élevés se conjuguent pour frapper les économies des pays en développement. En fait, ce sont souvent les pays en développement, et particulièrement les moins développés d'entre eux, qui souffrent le plus des fluctuations de l'économie mondiale, car ils n'ont pas les moyens de s'adapter aux changements. Les pays développés ne peuvent pas prospérer au détriment des pays en développement et cela ne peut que produire de nouvelles perturbations, ébranler la stabilité sociale et, enfin, avoir des répercussions néfastes sur les pays développés. Dans notre monde interdépendant, nous n'avons d'autre possibilité que de coopérer - pays riches et pays pauvres, pays développés et pays en développement.

Pour mettre un terme à ce malaise économique global, nous demandons la reprise du dialogue Nord-Sud et l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Les nouvelles relations d'association qui en découleraient assureraient des relations économiques équitables, conféreraient un nouveau dynamisme à l'économie mondiale et apporteraient de nombreuses améliorations sociales et humanitaires.

Les différentes institutions spécialisées et les organes de l'Organisation des Nations Unies continuent de jouer un rôle impressionnant dans l'effort réalisé pour combler l'écart croissant entre les pays développés et les pays en développement. Mon pays, le Bhoutan, a beaucoup bénéficié de l'aide de ces institutions et de l'Organisation des Nations Unies qui ont oeuvré en étroite collaboration avec notre gouvernement pour le développement socio-économique de notre pays. La coopération apportée par ces organisations a porté sur tous les aspects de notre vie nationale. Je tiens en particulier à exprimer notre profonde gratitude au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), au Fonds international de développement agricole (FIDA), au Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), à l'Organisation

M. Tsering (Bhoutan)

mondiale de la santé (OMS), au Programme alimentaire mondial (PAM), à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au programme des Volontaires des Nations Unies (UNV), au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) et à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) pour l'assistance très précieuse qu'ils nous ont apportée.

Notre objectif est l'autosuffisance, et les travaux de ces organisations nous ont aidés à nous engager sur la voie menant à la réalisation de cet objectif. Nous estimons que chaque pays a la responsabilité primordiale d'assurer son propre développement.

Je tiens à dire que les progrès réalisés en matière d'application du nouveau programme d'action de fond pour les pays les moins développés ont été décevants. Il est regrettable que l'assistance fournie n'ait pas été à la mesure de nos besoins. Le Bhoutan s'est engagé à prendre au niveau national les mesures prévues par le nouveau programme d'action de fond. Nous avons arrêté de nouveaux programmes au niveau local; nous avons engagé un processus de décentralisation de notre administration pour le développement et nous avons fait participer directement notre population grâce à ces organisations telles que les comités de développement locaux. Nous avons engagé des réformes fiscales importantes et de façon plus générale, nous avons donné la preuve de notre bonne volonté active. Toutefois, une assistance extérieure complémentaire doit nous parvenir si nous voulons amorcer le processus d'autosuffisance économique.

Le Bhoutan défend vigoureusement la notion de coopération régionale en Asie du Sud. Sa Majesté le Roi du Bhoutan a déclaré à l'ouverture du Sommet du Mouvement non aligné réuni récemment à Harare :

"Un des événements les plus positifs qui se soient produits dans notre région de l'Asie du Sud, c'est la création de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale, établie officiellement au mois de décembre dernier par une conférence au sommet à Dhaka. Cette réunion a démontré la volonté des sept dirigeants de l'Asie du Sud d'oeuvrer ensemble en vue de trouver des solutions aux problèmes communs dans un esprit d'amitié, de confiance et de coopération. Notre Association défendra les objectifs d'autosuffisance individuelle et collective, ainsi que la cause de la paix, du progrès et de la stabilité en Asie du Sud. La prochaine réunion au sommet aura lieu dans peu de temps et nous espérons vivement bâtir sur la base des progrès déjà accomplis."

M. Tsering (Bhoutan)

Le Bhoutan est sincèrement attaché à l'Organisation des Nations Unies et nous croyons que l'approche multilatérale des problèmes est la plus efficace. Des problèmes tels que la pollution ou les armes nucléaires ou le malaise économique mondial ne peuvent être résolus que grâce à la volonté collective et à l'action de la communauté internationale. Comme nous le savons tous, les Nations Unies connaissent aujourd'hui la crise financière la plus grave de leur histoire. Le Secrétaire général a pris quelques initiatives pour faire face aux problèmes immédiats. Le Groupe des experts intergouvernementaux de haut niveau, qui s'est vu chargé de réexaminer le fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies, a présenté un rapport intéressant qui recommande de procéder à certaines réformes dont la nécessité s'impose. A notre avis, le rapport mérite toute notre attention.

M. VAN LIEROP (Vanuatu) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai l'honneur de vous transmettre les félicitations et les meilleurs souhaits du Gouvernement et du peuple de la République du Vanuatu. Votre élection unanime à la présidence de la quarante et unième session de l'Assemblée générale est un hommage qui vous est rendu, à vous, au Gouvernement et au peuple du Bangladesh. Nous nous associons à ceux qui ont déjà évoqué de manière si éloquente votre grande expérience, vos qualités et votre dévouement aux principes et idéaux qui nous unissent dans cet organe mondial.

Nous félicitons votre illustre prédécesseur, S. Exc. M. Jaime de Piniés, pour la manière éminente dont il a présidé l'Assemblée. Nous nous associons également aux expressions de reconnaissance et aux hommages rendus au Secrétaire général, S. Exc. M. Javier Pérez de Cuéllar, pour le travail qu'il a accompli.

Nous sommes très heureux de voir que le Secrétaire général est maintenant en meilleure santé. Nous espérons que nous, nations du monde, réussirons à alléger le fardeau de son mandat en traduisant nos éloges dans les faits, conformément à la Charte et aux sentiments exprimés dans son introduction. Nous adressons donc nos meilleurs voeux de bonne santé au Secrétaire général et aux Nations Unies elles-mêmes. Cela pourrait même permettre à notre monde troublé de retrouver un certain équilibre.

L'année dernière, à cette époque, nous étions réunis pour commémorer le quarantième anniversaire de la fondation de notre organisation. Pendant quelques jours, les Nations Unies et toutes les activités qui se sont déroulées ici au Siège ont retenu l'attention mondiale. Quelques observateurs ont été très intéressés par cet événement historique. Cependant, la plupart d'entre eux attendaient avec anxiété de connaître notre pensée et notre réflexion sur ce qui avait été réalisé au cours des 40 premières années et sur ce qui ne l'avait pas été, de savoir d'où nous venions et où nous allions. Pour nous, et pour la plus grande partie du monde, ce fut moins une période de commémoration qu'une période d'évaluation critique.

Aujourd'hui, nous ne commémorons pas un anniversaire particulier. Il y a donc moins de caméras, de microphones, de flash et de personnes à prendre des notes. On écrit moins, on parle moins, et on écoute moins. Néanmoins, ce que nous disons et faisons à cette session sera aussi important et vital pour l'avenir de l'humanité que ce qui a été dit et fait au cours de la dernière session.

M. Van Lierop (Vanuatu)

Cette année, le climat est plus calme et plus tranquille. Les aéroports, les hôtels et les restaurants de notre ville d'accueil ne sont pas aussi bondés qu'il y a un an. Les rues et les avenues autour des Nations Unies ne sont pas encombrées de véhicules officiels et le public n'est pas aussi touché et, par conséquent, pas aussi concerné par nos délibérations. Toutefois, puisqu'il y a eu peu d'amélioration depuis notre dernière session, la présente session est, en fait, tout aussi urgente, intense et importante que celle de l'année dernière. Un coup d'oeil rapide sur ce qui se passe à l'échelle mondiale nous en indique la raison.

Les prisons de l'Afrique du Sud sont encore plus remplies qu'elles ne l'étaient il y a un an. Les camps de réfugiés dans lesquels se trouve le peuple de Palestine abritent encore plus de monde qu'il y a un an. D'autres gens ont été tués du fait de la guerre tragique et insensée qui oppose à l'Iran et l'Iraq. Au Liban, des enfants en plus grand nombre n'ont pas eu de véritable jeunesse et sont devenus des soldats; et la mort et la destruction ont été semées une fois de plus dans ce pays. Chypre continue d'être occupée et divisée par un grand voisin.

Les dettes s'accumulent en Amérique du Sud, ce qui menace les progrès démocratiques de ce continent. On a accordé une aide plus grande en matière d'armements et moindre en matière de développement aux peuples d'Amérique centrale et de nouveaux obstacles ont été mis sur la voie du processus de Contadora. On ne parle plus guère des "cinq" en Amérique centrale, oubliant l'existence du Belize, le fait que c'est un lieu d'asile pour de nombreux réfugiés et qu'il est également vulnérable à l'instabilité qui sévit dans la région.

Les peuples du Kampuchea et de l'Afghanistan ne sont pas plus sur le point de vivre en paix et de choisir leur propre destin, à l'abri de toute forme d'ingérence étrangère, qu'il y a un an. Le peuple du Timor oriental, ainsi que celui d'autres territoires dans notre région, ne sont pas plus près de pouvoir déterminer leur propre avenir qu'il y a un an.

La chance de voir un référendum se dérouler au Sahara occidental n'est pas plus grande que l'année dernière à cette époque. L'Afrique du Sud n'est pas plus décidée à mettre fin à son occupation illégale de la Namibie qu'il y a un an. Certains intérêts économiques étrangers ne sont pas plus décidés à mettre fin à leur pillage illégal et immoral des ressources de la Namibie qu'ils ne l'étaient il y a un an. Le trafic illégal de stupéfiants a augmenté, et c'est la vie d'autres jeunes qui s'en trouve ruinée, quand ils n'en meurent pas. Le terrorisme d'Etat et

M. Van Lierop (Vanuatu)

individuel continue sans relâche, au mépris de toute décence et de tout bons sens. La France poursuit les essais de ses armes nucléaires dans notre région, au mépris des objections formulées par les pays de la région et des dommages que cela cause à notre environnement.

Dans le monde entier, on voit augmenter le nombre des affamés, des sans abri, des chômeurs et, donc, des démunis et des sans espoir. Les écarts en termes de revenus réels entre les nations et entre les individus se sont accrus. Où que l'on regarde, les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres. Pourtant, au milieu de tout cela, les stocks d'armes nucléaires ont augmenté.

Malgré tout cela, il y a une petite lueur d'espoir. Pour des millions d'hommes sur la terre, les Nations Unies représentent encore les qualités les plus dignes de l'humanité. C'est le symbole de leur rêve de justice, d'égalité et de paix. Ils ne se préoccupent guère des célébrations et des commémorations. Les diners et réceptions diplomatiques ne représentent rien pour eux, mais les Nations Unies et leurs institutions spécialisées sont importantes. C'est la raison pour laquelle nous devons faire en sorte que cette organisation ne soit ni détruite ni amputée mais au contraire renforcée et rendue plus actuelle encore.

La crise financière que connaissent les Nations Unies est, en réalité, comme chacun sait, une grande crise politique. Elle exige donc toute notre attention et, avant tout, notre franchise.

Beaucoup a été écrit et plus encore a été dit sur les imperfections des Nations Unies. Les critiques soulignent nos longs débats, nos discours répétitifs, nos résolutions fermes, nos gaspillages fréquents et notre inefficacité. Ces critiques ne sont pas toujours sans fondement. Il est possible d'améliorer les choses.

Cependant, on doit se demander pourquoi ceux qui critiquent le plus vivement les Nations Unies ne commencent pas par une autocritique honnête. Quelles mesures ont-ils prises pour corriger des défauts semblables, voire pires, au sein de leurs divers organes gouvernementaux nationaux et locaux de leur propre juridiction? Devons-nous croire que les Nations Unies sont uniques en matière de gaspillage et d'inefficacité? Est-ce le seul endroit où il y a trop de longs discours et de résolutions qui sèment la division? Bien sûr que non!

Arrêtons-nous un moment et essayons de voir ce que ceux qui critiquent le plus vivement ont à dire au sujet du nombre excessif de résolutions adoptées l'an dernier. Nous sommes d'accord avec cette critique. Toutefois, cela

M. Van Lierop (Vanuatu)

ne va pas suffisamment loin. Nous devrions également nous demander pourquoi Chypre est encore occupée; pourquoi les Palestiniens ne peuvent pas encore rentrer chez eux ou même appeler leur patrie, leur patrie; pourquoi l'apartheid existe encore en Afrique du Sud; pourquoi la Namibie n'est pas encore indépendante et pourquoi tant d'autres questions inscrites à notre ordre du jour ne sont toujours pas résolues.

Si les résolutions plus modérées adoptées à l'origine avaient été appliquées, la plupart de ces problèmes auraient été résolus et d'autres ne se seraient peut-être pas posés. Si les résolutions d'aujourd'hui sont plus militantes ou plus fermes, ce n'est pas uniquement de la faute de leurs auteurs. Ceux qui sont à même de modérer ou de modifier le comportement des Etats qui ont méprisé leurs obligations en vertu de la Charte, mais qui choisissent de ne pas exercer ce pouvoir, doivent également partager cette responsabilité. Leur incapacité répétée à nous aider à mettre en oeuvre la volonté de la communauté internationale a conduit à la situation qu'ils déplorent maintenant.

Le fait que l'on soit parfois incapable d'être exact et précis dans nos diverses résolutions constitue, nous en sommes d'accord, une déficience grave et regrettable. Cependant, c'est une question de forme. Par ailleurs, entraver activement la volonté de notre démocratie internationale est chose plus regrettable encore.

Il ne fait aucun doute que nous devrions modifier un certain nombre de nos pratiques et procédures et peut-être même certains aspects de la structure des Nations Unies. Toutefois, nous devons faire très attention à ne pas, comme l'on dit, "jeter le bébé avec l'eau du bain". Les changements et les réformes ne doivent pas se faire à sens unique. On ne peut pas nous demander de faire des changements si d'autres n'en font pas. Nous ne pouvons pas non plus modifier notre organisation si certains membres ne changent pas leur comportement et si d'autres ne changent pas leurs politiques.

Le rapport du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau est un document important. Il est évident que sa rédaction a nécessité beaucoup d'efforts et d'idées. Nous rendons hommage au Groupe des 18 pour les travaux qu'il a effectués en notre nom. Les conclusions de ce rapport méritent d'être examinées très attentivement car il est évident que nous en sommes à un stade critique dans l'histoire de cette organisation et à un autre stade très critique dans le processus de coopération internationale.

SH/FL

M. Van Lierop (Vanuatu)

Cette année, comme les années passées, on nous a rappelé les imperfections et la vulnérabilité de l'humanité. Sur des terres géographiquement aussi éloignées que les îles Salomon et le Cameroun, la mort et la destruction ont frappé sans prévenir, respectivement sous la forme d'un cyclone inhabituellement violent et d'une fuite de gaz volcaniques. On aurait dit que la nature avait choisi ces deux phénomènes pour nous rappeler son douloureux mystère, ses pouvoirs et la vulnérabilité de nos pays pris séparément.

Sur des terres aussi éloignées politiquement que les Etats-Unis et l'Union soviétique, deux incidents mettant en cause la technologie imparfaite et les mauvais calculs de l'homme ont engendré deux catastrophes majeures qui ont eu des influences traumatisantes sur les peuples bien au-delà des frontières de ces deux puissants Etats. L'explosion tragique de la navette spatiale Challenger et le non moins tragique accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl mettent en relief les imperfections scientifiques de l'humanité et la marge d'erreur infime qui existe entre le progrès scientifique et le désastre. Dans un même ordre d'idées, ces deux accidents soulignent la marge d'erreur ténue qui existe entre la politique de dissuasion nucléaire et l'anéantissement de la race humaine tout entière par les accidents nucléaires potentiels. Il nous rappelle qu'à moins que nous ne collaborions, aucune technologie, aussi parfaite fût-elle, ne peut sauver le genre humain de ses propres inventions.

De combien de rappels aurons-nous encore besoin avant qu'une catastrophe encore plus ample ne se produise? De quels enseignements avons-nous besoin? Devons-nous attendre d'autres preuves de la nature suicidaire et meurtrière de la course aux armements, ou pouvons-nous enfin dire qu'assez, c'est assez, plus qu'assez?

Alors que le président Reagan et le Secrétaire général du PCUS, M. Gorbatchev préparent leur seconde conférence au sommet, nous prenons bonne note des mesures positives que renferme l'Accord de Stockholm récemment conclu. Nous devons espérer que la souplesse qui a présidé aux étapes finales de la négociation de cet accord ainsi que l'élément de confiance reflété dans les termes de l'Accord leur permettront de franchir d'autres étapes sur la longue voie qui conduit à une paix durable et juste.

M. Van Lierop (Vanuatu)

L'instauration de la confiance en Europe n'est qu'une dimension de la recherche mondiale pour la paix. Nos travaux, ici, aux Nations Unies, doivent aussi être le témoignage de notre confiance dans un processus de multilatéralisme pour perpétuer la pertinence de l'Organisation et de ses valeurs aux yeux des générations futures. Aucun de nous, grand ou petit, de l'est ou de l'ouest, du nord ou du sud, ne peut se permettre de diffamer l'Organisation, en paroles ni en actes. Nous avons tous besoin des Nations Unies. Certains d'entre nous reconnaissent qu'ils en ont plus besoin que d'autres ne veulent l'admettre.

Nous allons maintenant parler de l'Afrique australe. Cette région, plus que toute autre, met à l'épreuve la volonté et la détermination de la communauté internationale. W. E. B. Dubois écrivait dans l'un de ses passages les plus cités que :

"... Le problème du XXe siècle est le problème de la ligne de démarcation de la couleur."

Je doute que cet historien bien connu, malgré sa sagesse et sa clairvoyance, sût à quel point ses paroles seraient prophétiques. Il est né dans une société qui venait tout récemment de mettre fin à sa propre forme d'esclavage légalisé. Le racisme l'emportait encore sur la terre de sa naissance. La ségrégation était le code de conduite accepté. L'Afrique, l'Asie et les Caraïbes étaient colonisées. Les peuples de ces régions étaient étouffés par l'étreinte de ceux qui les considéraient comme des producteurs "sous-humains" de matières premières pour leurs usines affamées.

Beaucoup de choses ont changé depuis ce temps. Dubois et d'autres ont réussi, après des décennies de luttes difficiles, à vaincre les tenants de la ségrégation et à changer le visage et l'âme du pays de leur naissance. Leurs enfants connaissent maintenant l'espoir où eux n'avaient connu que le désespoir. La plupart des pays d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes, grâce aux efforts de leurs peuples respectifs, sont maintenant politiquement indépendants. Leurs enfants aussi connaissent l'espoir où ils ne connurent jadis que le désespoir.

Malheureusement, l'Afrique du Sud est un pays que le fil du temps a épargné. En dépit de la technologie du XXe siècle, sa population continue d'être la victime d'attitudes rétrogrades du XIXe siècle. Même dans la mort, les Sud-Africains sont des victimes. Il y a quelques semaines, à Evander, 177 êtres humains ont perdu la

SH/FL

M. Van Lierop (Vanuatu)

vie dans un accident survenu dans une mine d'or. Cette catastrophe aurait pu être évitée, mais on ne se préoccupe pas en Afrique du Sud de la sécurité des mineurs. La société mise en cause a identifié le nom, le métier et le statut marital de cinq personnes de race blanche et donné des détails sur le nombre d'enfants que chacune de ces personnes avait. Les 172 morts de race noire n'ont été identifiés que comme membres de différentes "tribus". Même dans la mort, on ne leur a reconnu aucune dignité. Ce n'est pas l'accident de mine le plus grave jamais survenu en Afrique du Sud et ce n'est pas non plus le pire exemple de l'inhumanité du régime sud-africain. C'est tout de même un bon exemple du racisme que ce régime répand partout. Les changements superficiels récemment intervenus n'ont presque aucun sens. Malgré les efforts que font certains pour le dépeindre différemment, l'intransigeance et la mauvaise volonté dont il fait preuve pour apporter des changements substantiels sont aussi évidentes aujourd'hui qu'elles l'étaient hier.

Le régime d'apartheid ne se contente pas de terroriser la population d'Afrique du Sud. Son système a été aussi imposé au peuple de Namibie et menace la survie de chaque Etat de première ligne. Ce régime, en fait, lance un défi à tous les Membres des Nations Unies.

Aucun d'entre nous ne peut accepter une telle conduite dans son propre pays. Pourquoi, alors, permettons-nous encore que les troupes d'assaut de Pretoria se qualifient de "gouvernement légitime"? Pourquoi certains d'entre nous hésitent-ils encore à suivre les peuples qui ne cherchent rien d'autre que le droit de marcher sur la terre de leur propre pays comme des êtres libres? Pourquoi certains d'entre nous ferment-ils les yeux devant le fait que le régime de Pretoria a déjà imposé des sanctions aux Etats voisins africains dans le but de les forcer à trahir leurs propres principes et leur propre peuple? Comment ceux qui s'opposent aux sanctions contre l'Afrique du Sud peuvent-ils prétendre être motivés par un souci d'épargner la population noire sud-africaine quand le régime de l'apartheid, en soi, n'est rien d'autre que l'institutionnalisation des sanctions contre cette même population? Combien de temps encore le monde doit-il attendre que ces pays se décident à entrer dans la lutte contre ce fléau? Quel degré de brutalité les poussera finalement à agir? Devons-nous attendre jusqu'au XXIe siècle pour que leurs attitudes deviennent celles du XXe siècle?

M. Van Lierop (Vanuatu)

Nous allons maintenant parler de notre propre région. Je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur le fait qu'elle est à peu près la seule région du monde où demeurent encore des territoires non autonomes. Nous ne manquons jamais de les mentionner parce que rien ne fait peser de menace plus grave sur la stabilité et la tranquillité de notre région et rien n'est plus en contradiction avec la Charte des Nations Unies et ses diverses déclarations.

Dans le monde moderne, le colonialisme est tout aussi anachronique que l'apartheid. Quelle idée pourrait être plus dépassée que celle que les peuples de quelque territoire que ce soit sont incapables de décider pour eux-mêmes de leur identité, de ce qu'ils veulent être et de la façon dont ils choisissent de vivre? C'est la raison pour laquelle le maintien du colonialisme au milieu du Pacifique sud est inacceptable. Les Etats de notre région parlent d'une seule voix sur ce sujet. Nous sommes tout aussi convaincus de cela que les Etats d'autres régions sont convaincus que le colonialisme n'a pas de place en leur sein.

Au mois d'août, les chefs de gouvernement des 13 Etats membres du Forum du Pacifique sud ont décidé de demander aux Nations Unies de placer la Nouvelle-Calédonie sur sa liste de territoires non autonomes. Cette mesure avait été envisagée dans le passé mais elle n'avait pas été appliquée. Dans le passé, les pays du Forum avaient cru que la Puissance administrante reconnaissait ses responsabilités dans la zone de décolonisation et qu'elle agirait en conséquence. Les événements de l'année qui vient de s'écouler nous ont maintenant convaincus du contraire.

Au mois de septembre, les chefs d'Etat ou de gouvernement des 101 Etats membres du Mouvement des pays non alignés ont apporté leur soutien à notre initiative régionale. Au cours de la huitième Conférence au sommet de Harare au Zimbabwe, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont instamment prié la quarante et unième session de l'Assemblée générale d'inscrire la Nouvelle-Calédonie sur la liste des territoires non autonomes. Ils ont aussi admis que le mouvement d'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, le Front de libération nationale canaque et socialiste (FLNKS) comme observateur. Vanuatu, s'étant associé à ces décisions prises, espère maintenant que l'Assemblée générale adoptera les mesures appropriées.

SH/FL

M. Van Lierop (Vanuatu)

Nous ne cherchons pas de querelle avec la Puissance administrante et nous n'en provoquerons pas. Si on nous insulte ou si on nous jette la pierre, nous ne rendrons pas la monnaie de la pièce. Les principes qui sont mis en jeu sont trop nobles, notre Charte est trop explicite et les différentes résolutions qui ont été prises sont trop claires pour que nous nous laissions entraîner dans un exercice de style aussi futile que vain.

L'on nous a dit que c'était notre faute. Comment peut-il en être ainsi? Ce n'était pas le Vanuatu qui a colonisé la Nouvelle-Calédonie. Ce n'est pas le Vanuatu qui a rédigé la Charte des Nations Unies. Ce n'est pas le Vanuatu qui est l'auteur des différentes résolutions sur la décolonisation. Ce n'est pas le représentant du Vanuatu qui le premier a prononcé les mots "liberté, égalité, fraternité".

M. Van Lierop (Vanuatu)

Nous ne pouvons pas être responsables individuellement. Le Vanuatu n'est qu'un des 13 pays du Forum du Pacifique sud, un parmi les des 99 pays et les deux mouvements de libération qui constituent le Mouvement des non-alignés, un des 159 pays des Nations Unies.

Parfois, on nous dit que c'est l'Australie le coupable; parfois, on nous dit que c'est la Nouvelle-Zélande; parfois Fidji; ou parfois encore la Papouasie-Nouvelle-Guinée ou les îles Salomon ou Samoa. Chacun a été accusé d'avoir amené la question de la Nouvelle-Calédonie aux Nations Unies, à l'exception d'une seule partie, qui mérite réellement d'être accusée, la puissance administrante, qui n'a pas tenu la promesse qu'elle avait faite au peuple colonisé de Nouvelle-Calédonie. Celle-ci n'a donc personne d'autre à accuser qu'elle-même.

On nous a souvent dit que l'aide économique au Vanuatu serait supprimée si nous insistions pour inscrire la question de la Nouvelle-Calédonie à l'ordre du jour des Nations Unies. C'est une suggestion des plus regrettables. Bien sûr, nous ne voulons pas que cette aide cesse. Après tout, le Vanuatu est un petit pays en développement. En fait, c'est l'un des pays les moins développés. Toutefois, nous n'allons pas nous laisser intimider, ni de cette manière ni d'une autre.

Des menaces semblables ont été adressées à d'autres pays. Le Vanuatu n'est pas le premier et ne sera sans doute pas le dernier à être menacé de la sorte. Nous le regrettons, mais c'est la vie. Nous avons toujours cru que la puissance administrante était incapable de telles actions. Nous espérons encore que c'est le cas. Toutefois, dans le cas contraire, le Vanuatu survivra et la Nouvelle-Calédonie deviendra indépendante. Rien n'arrêtera ce processus.

Enfin, on nous a également dit que la Déclaration politique des chefs d'Etat ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés n'a aucun sens. "Ils ne pensent pas ce qu'ils disent", nous a-t-on dit. "Ils changeront d'avis lorsqu'ils seront aux Nations Unies", avons-nous entendu.

A notre avis, il est inconcevable de penser que les dirigeants des pays non alignés ne sont pas sérieux lorsqu'ils émettent une déclaration politique. Il est regrettable que quiconque puisse croire qu'ils ne pensent pas ce qu'ils disent et ne disent pas ce qu'ils pensent. Comment peut-on s'attendre que les représentants des pays non alignés aux Nations Unies agissent à l'encontre d'une déclaration claire et explicite de leurs chefs d'Etat ou de gouvernement?

M. Van Lierop (Vanuatu)

Plus incroyable encore, comment peut-on compter que les Membres non alignés des Nations Unies oublieront leur propre histoire et renverseront une décision unanime du sommet sur ce qui est très clairement une question de décolonisation? Comment peut-on compter qu'un Membre des Nations Unies dise que les Nations Unies ne devraient même pas examiner une question coloniale? Comment peut-on remettre en question la compétence des Nations Unies dans l'examen de cette question? Qui, parmi nous, est prêt à prendre la parole et à exprimer un manque de confiance dans l'objectivité et l'impartialité du processus de décolonisation que nous-mêmes avons établi et que nous surveillons nous-mêmes? Le Vanuatu ne demandera jamais à un pays, quel qu'il soit, de faire quelque chose qui soit aussi contraire à ses propres principes et à la Charte. Nous espérons que la France, la Puissance administrante de la Nouvelle-Calédonie, n'envisagera pas de demander à un quelconque pays d'agir de la sorte.

La France est encore notre amie. Ses représentants et ses ressortissants sont sincèrement les bienvenus au Vanuatu. Il ne fait pas de doute qu'ils seront tout aussi bien accueillis dans une Nouvelle-Calédonie indépendante. Nous comprenons bien les contraintes politiques et les difficultés qui se posent à la France en Nouvelle-Calédonie, à cause de la présence d'une grande population de colons. Ce n'est pas la première fois que la France doit faire face à des contraintes semblables, comme d'ailleurs les autres puissances administrantes.

Le mouvement d'indépendance et les pays de la région sont désireux de travailler de façon constructive avec le Gouvernement français dans le processus de décolonisation. C'est la raison pour laquelle nous voulons que les Nations Unies jouent leur rôle habituel. Pourrions-nous être plus raisonnables?

L'Indonésie, notre important et influent voisin, est un pays pour qui nous avons beaucoup de respect. Nous avons toujours admiré sa lutte pour se libérer du colonialisme. Chacun sait que nous n'avons pas toujours été d'accord avec sa politique dans notre région. Malgré certains désaccords, le Vanuatu s'est toujours considéré comme un ami de l'Indonésie et gardera cette position.

Nous sommes d'accord sur un grand nombre de sujets. Nos positions divergent sur quelques-uns et nous écoutons attentivement la position de l'Indonésie sur ces questions. Nous analysons avec soin ce qui est dit, prenant soigneusement note, par principe, des domaines où nous sommes d'accord et ceux où nous ne le sommes pas.

M. Van Lierop (Vanuatu)

Rien n'est statique. Seule l'évolution est constante. Nous n'avons jamais craint de faire savoir à l'Indonésie que nous n'étions pas d'accord avec elle ou, de la même manière, que nous étions d'accord. C'est ce que nous faisons à nouveau aujourd'hui, en tant qu'ami sincère.

Nous sommes heureux du fait que l'Indonésie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée aient réglé certains des problèmes existant le long de leurs frontières d'une manière positive et conciliante. En tant qu'Etat de la Mélanésie qui partage un riche héritage culturel avec d'autres peuples mélanésiens, le Vanuatu apprécie les mesures adoptées pour assurer la survie de notre diversité culturelle et le pluralisme ethnique de notre région. Nous rendons hommage à l'Indonésie et à la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour les mesures prises dans ce sens. Ces deux pays méritent notre hommage et notre appui pour ces initiatives et celles qu'ils prendront à l'avenir.

Pour ce qui est du Timor oriental, nous appuyons les tentatives du Secrétaire général pour trouver une solution acceptable. Ses efforts humanitaires méritent l'appui de l'ensemble de la communauté internationale. Les négociations entre le Portugal et l'Indonésie sont un signe encourageant. Comme nous l'avons toujours dit, nous appuierons les souhaits authentiques du peuple de ce territoire, rien de plus, rien de moins.

La tâche qui nous attend est énorme. Les Nations Unies sont chargées d'examiner et de résoudre des questions importantes dont certaines sont posées, d'une manière ou d'une autre, à l'humanité depuis pratiquement le début de notre histoire. Il n'y a pas encore de solution rapide ou de réponse facile à ces questions.

Tout comme la nature met des siècles à créer du pétrole ou des minerais précieux, par le brassage et la fermentation de divers éléments, le processus de création d'un avenir meilleur nécessitera des années d'efforts de chaque pays représenté ici, voire même de certains qui ne sont pas encore représentés. Nous avons amorcé ce processus; continuons-le; léguons aux générations futures la capacité et les moyens d'améliorer les humbles efforts de cette génération.

M. MTEWA (Swaziland) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous transmettre, ainsi qu'à tous les Membres des Nations Unies, les salutations fraternelles de Sa Majesté le roi Mawati III. Permettez-moi en outre de vous féliciter très chaleureusement, au nom de ma délégation, de votre élection bien méritée à la présidence de la présente

M. Mtetwa (Swaziland)

session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous nous réjouissons profondément de vous voir à la barre de cette noble assemblée, car nous sommes profondément convaincus que votre grande expérience et votre direction avisée permettront à l'Assemblée de traiter de manière efficace les nombreux problèmes urgents que connaît l'humanité en cette décennie.

La délégation du Swaziland remercie tout particulièrement le Secrétaire général, M. Pérez de Cuéllar, du rôle remarquable qu'il a joué, notamment en appelant l'attention du Conseil de sécurité sur des questions qui, à son avis, menaçaient la paix et la sécurité internationales.

M. Mtetwa (Swaziland)

Nous vivons aujourd'hui dans un monde instable, menacé par toutes sortes de conflits, opposant des Etats, voire généralisés. Il est donc impératif qu'en tant qu'Etats Membres des Nations Unies nous défendions notre Charte et interprétions ses dispositions avec tout le soin possible.

Ces derniers temps, la paix et la sécurité semblent nous échapper. De nombreux pays ont tendance à ne pas faire cas des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Si cette tendance devait se poursuivre, le monde serait bientôt frappé par la catastrophe finale, et le développement économique pacifique et les relations de bon voisinage ne seraient plus que des vestiges du passé.

Le monde a grand besoin d'un désarmement complet. L'accumulation d'armes de destruction massive par des Etats de plus ou moins grande puissance menace l'existence même de l'humanité. Nombreux sont ceux qui s'inquiètent d'un holocauste nucléaire. Rappelons, cependant, que beaucoup de guerres, dans le passé et aujourd'hui même, ont causé des millions de morts par l'utilisation des seules armes classiques.

Au cours des années, nous avons assisté à des violations flagrantes de la Charte des Nations Unies, qui sont contraires à une conduite civilisée et sont la cause directe des tensions qui existent dans le monde entier. Ma délégation espère que les Etats qui ont succombé à la tentation d'agir au mépris de la Charte reviendront sur leur attitude dans l'intérêt de la paix et de la sécurité.

Ma délégation s'inquiète, en outre, du terrorisme d'Etat et d'autres actions du même ordre entrepris par des Etats Membres en vue de saper le système socio-politique d'Etats souverains. Ces actes demeurent une menace grave à la paix et à la sécurité. Ma délégation, par conséquent, demande à tous les Etats Membres à s'abstenir d'actes de terrorisme international et de lutter contre ce terrorisme et contre des actes similaires destinés à déstabiliser et à renverser d'autres gouvernements.

Le respect des droits de l'homme est d'une importance essentielle dans notre monde. Il est regrettable que nous entendions toujours parler de torture, de disparitions et d'assassinats dans différentes parties du monde. La communauté internationale a pour devoir d'encourager le respect des droits de l'homme. Le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid, l'exploitation du travail des enfants etc., constituent tous des violations des droits de l'homme et doivent être condamnés et découragés.

M. Mtetwa (Swaziland)

Les éléments d'instabilité qui affectent l'économie mondiale ne peuvent être éliminés que par l'instauration d'un rythme de relèvement rapide des pays en développement, grâce à une position souple de la part des pays développés.

La récession économique mondiale a eu de graves répercussions sur l'économie du Swaziland. Le rendement économique et financier s'est détérioré et les taux d'inflation ont atteint un moyenne de 15 p. 100 alors que les taux d'intérêt ont considérablement décliné.

Le chômage augmente alors que les secteurs de la production et des produits manufacturés continuent de stagner. La chute de 50 p. 100 qui s'est produite dans la valeur de notre monnaie a doublé le fardeau du service de notre dette.

Je tiens à réaffirmer que la politique de mon gouvernement est dictée par le pragmatisme et non par le réalisme idéologique et politique. Le Gouvernement du Royaume du Swaziland reste attaché aux principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, en particulier au respect des principes concernant l'autodétermination et l'indépendance des peuples sous domination coloniale et toutes autres formes d'oppression. Le Royaume du Swaziland réitère son attachement au principe du règlement des différends par la voie de négociations pacifiques et le non-recours à la force. Mon gouvernement a pour objectif d'élever le bien-être économique et social de l'humanité dans l'unité, la liberté et l'amour du prochain. Nous sommes convaincus que si ce climat prévaut, les générations futures pourront profiter des fruits de la paix, de l'unité et de la stabilité.

Le Swaziland, pays épris de paix, est profondément préoccupé par la situation mondiale actuelle. La situation au Moyen-Orient continue de rendre difficile les travaux au sein de la communauté internationale.

Ma délégation connaît très bien la situation qui règne au Liban. C'est pourquoi nous félicitons le peuple libanais de ses efforts inlassables pour reconstruire son économie et son système social et pour assurer son développement politique. Ma délégation reste fermement convaincue que la paix au Liban ne sera possible que par le retrait complet de toutes les troupes étrangères de son territoire. Ce n'est qu'alors que les Libanais pourront être maîtres de leur avenir.

La guerre qui sévit actuellement dans le golfe Persique est également un sujet de profonde préoccupation pour la communauté internationale. Ma délégation prie humblement mais instamment toutes les parties concernées de faire preuve de retenue et de régler leurs différends par des voies pacifiques.

M. Mtetwa (Swaziland)

Dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales, il est important de mentionner la situation politique tendue qui continue de diviser la Corée du Nord et la Corée du Sud. La réunification de la Corée est un sujet qui doit être résolu par les Coréens eux-mêmes, dans le cadre de négociations directes entre Coréens. Les Nations Unies doivent encourager la reprise de ces pourparlers sans conditions préalables et sans ingérence de l'extérieur.

En Asie du Sud-Est, l'occupation prolongée du Kampuchea par des forces étrangères continue de priver le peuple kampuchéen de l'exercice de son droit à l'autodétermination. Les activités de cette force d'invasion ont contraint des milliers de gens à fuir leur patrie pour se réfugier en Thaïlande voisine. Cela a encore aggravé le problème des réfugiés et impose une lourde charge à l'économie thaïlandaise. Le problème du Kampuchea fait peser une grave menace à la paix et à la sécurité régionales. S'agissant de la présence de troupes étrangères en Afghanistan, ma délégation appuie pleinement la décision de l'Assemblée générale qui demande le retrait de ces troupes. Nous espérons que ce retrait constituera la première étape, essentielle, en vue de la normalisation de la situation.

Ma délégation voudrait remercier et féliciter le Secrétaire général et toutes les personnes concernées pour les efforts inlassables qu'ils ont réalisés dans la recherche d'une solution pacifique à la question namibienne. Ma délégation estime que le règlement du problème de la Namibie devrait être basé sur la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

En ce qui concerne l'apartheid, il va sans dire que mon gouvernement et le peuple du Swaziland honissent ce système et estiment qu'il doit être éliminé. Le Swaziland est profondément attaché aux principes de démocratie non raciale, de non-alignement et de respect complet de la dignité humaine, de la justice et de la coexistence pacifique pour tous.

Ma délégation est profondément préoccupée par le grand nombre de réfugiés qui se trouvent en Afrique et elle se rend compte de ce que représente le fardeau économique et social ainsi imposé aux pays africains d'asile dont les économies déjà faibles souffrent des effets négatifs de la situation. Le Swaziland fait partie de cette dernière catégorie et ma délégation s'est donc félicitée de la convocation de la deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés d'Afrique, en 1984, dont l'objectif était d'apporter des solutions durables aux problèmes des réfugiés.

M. Mtetwa (Swaziland)

Ma délégation encourage la communauté internationale, les Nations Unies et les institutions spécialisées à assurer la coopération nécessaire à l'exécution des projets approuvés par la Conférence. Le Swaziland prie instamment tous les pays et organisations internationales d'aider à secourir les réfugiés, dont un grand nombre se trouvent actuellement dans notre petit Royaume, et de contribuer à leur réinsertion.

M. Mtetwa (Swaziland)

Ma délégation compte également sur les mesures de secours adoptées par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) destinées à apporter une assistance financière et matérielle aux Etats d'Afrique australe. Ma délégation appréciera donc des mesures rapides de la part de tous les Etats, des organisations internationales, des Nations Unies et de leurs institutions spécialisées.

Enfin, je tiens à réaffirmer la confiance et la foi que le Swaziland a placées dans les Nations Unies. Aujourd'hui, les Nations Unies demeurent la seule instance internationale appropriée dans la recherche de solutions pour les problèmes mondiaux majeurs. Il appartient donc à tous les Etats Membres de réaffirmer leur engagement envers les buts et principes des Nations Unies.

M. QIONIBARAWI (Fidji) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, Fidji s'associe aux délégations des autres pays pour vous féliciter chaleureusement à l'occasion de votre élection à la présidence de la quarante et unième session de l'Assemblée générale. Nous rendons également hommage à votre prédécesseur, S. Exc. M. Jaime de Piniés d'Espagne, pour la remarquable manière dont il a dirigé les travaux de la quarantième session.

Nous avons fait de 1986 l'Année internationale de la paix. Nous espérons sincèrement que les paroles éloquentes et les nobles sentiments qui ont caractérisé nos récents débats se traduiront par des actes authentiques importants. Leur position privilégiée impose aux membres permanents du Conseil de sécurité la responsabilité essentielle de l'exemple à donner. C'est surtout aux deux superpuissances qu'incombe l'obligation la plus lourde envers la communauté mondiale. Nous nous félicitons donc grandement de la réunion au sommet qui doit avoir lieu dans quelques jours entre leurs dirigeants respectifs.

Dans la recherche de la paix et d'un monde libre d'armes nucléaires, l'imbrication de zones exemptes d'armes nucléaires peut jouer un rôle important. C'est à cette fin que les 13 pays indépendants du Forum du Pacifique sud, au cours de leur seizième réunion à Raratonga, en juillet de l'an dernier, ont adopté le traité sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Pacifique sud. Jusqu'à présent, dix membres du Forum ont signé le traité et quatre l'ont ratifié. Nous espérons que ce traité entrera en vigueur avant la fin de cette année. Le traité apportera une contribution concrète aux efforts de désarmement, au contrôle des armements et à la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

M. Qionibarawi (Fidji)

A la dix-septième réunion du Forum du Pacifique sud, qui s'est tenue le mois dernier à Suva, à Fidji, les membres de cette association ont exprimé le ferme espoir que les Etats dotés d'armes nucléaires reconnaîtraient les préoccupations et les aspirations des peuples de la région en signant les protocoles lorsqu'ils seraient ouverts à la signature. A cet égard, le Forum a exprimé sa satisfaction du fait que certains des Etats habilités à signer les protocoles avaient déjà indiqué que leur signature serait soumise à un examen rapide et favorable.

Au moment où toutes les nations du Pacifique sud s'efforcent d'assurer que leur région restera exempte d'armes nucléaires, nous sommes profondément préoccupés de voir que, au mépris de notre opposition ferme, unanime et de longue date, le Gouvernement de la France poursuit son programme d'essais nucléaires à Mururoa. Pendant combien de temps encore un pays qui se considère comme un chef de file quand il s'agit du respect du droit international et des obligations internationales, peut-il continuer d'agir de manière aussi arrogante? Si, comme le prétend la France, les essais nucléaires ont une telle importance pour la sécurité de l'alliance occidentale, les Etats-Unis pourraient peut-être envisager de permettre à la France d'utiliser le désert du Nevada pour ses essais. D'autre part, si ces essais sont aussi inoffensifs qu'on le proclame, on pourrait alors procéder à ces essais en Corse ou en France continentale.

Le processus de décolonisation et d'autodétermination des peuples dépendants n'est pas encore terminé dans notre région, le Pacifique Sud. A leur réunion qui s'est tenue le mois dernier à Suva, les 13 Etats indépendants du Forum du Pacifique sud ont réaffirmé :

"... leur appui en faveur d'une transition pacifique de la Nouvelle-Calédonie vers l'Etat indépendant conformément aux droits inhérents et réels et aux aspirations du peuple autochtone, d'une manière qui garantisse les droits et intérêts de tous les habitants de cette société multiraciale..."

Les membres du Forum ont décidé de chercher à réinscrire la Nouvelle-Calédonie sur la liste des Nations Unies des territoires non autonomes. La Conférence au sommet des pays non alignés à Harare a pleinement souscrit à cette demande et a prié la quarante et unième Assemblée générale d'agir en conséquence. Je renouvelle cet appel et espère sincèrement que les efforts conjoints des membres du Forum du Pacifique sud qui sont Membres des Nations Unies bénéficieront d'un appui unanime quand cette question sera examinée par l'Assemblée.

Dans le même esprit, le Forum du Pacifique Sud a pris note que les peuples des Etats fédérés de Micronésie, des îles Marshall, de Palaos et des Mariannes

M. Qionibarawi (Fidji)

septentrionales ont déjà exercé leur droit à l'autodétermination il y a un certain nombre d'années. Ils ont demandé la levée de l'Accord de tutelle. Les membres du Forum respectent leurs vœux et demandent la levée de l'Accord de tutelle sur la Micronésie, conformément à la résolution du Conseil de tutelle du 28 mai.

Pour contribuer au maintien de la paix et à une solution acceptable et durable de la question du Moyen-Orient, Fidji a fourni des troupes à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix au Liban depuis 1978. Mon gouvernement se félicite de la décision des Etats qui les avaient retenues auparavant, de commencer à verser leurs contributions mises en recouvrement à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) mais les engage cependant à s'acquitter de leurs arriérés. Nous demandons aussi à tous les pays de payer pleinement et aussi rapidement que possible leurs contributions mises en recouvrement, car tout Etat en défaut, et particulièrement les Etats importants, chargerait d'un injuste fardeau les pays qui fournissent des contingents et, notamment, les petits pays en développement. Il nous semble donc bien ironique que, alors que de nombreux pays riches et puissants, pour des raisons quelles qu'elles soient, doivent des sommes élevées à l'Organisation, l'on doive plus de 250 millions de dollars aux pays qui participent à l'envoi de contingents. Pour mon petit pays, une dette de quelque 18 millions de dollars n'est pas un fardeau léger.

Nous pensons que le rapport du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé de procéder à un examen approfondi des aspects administratifs et financiers des Nations Unies constitue une base précieuse si l'on veut améliorer l'efficacité de l'Organisation. Nous appuyons particulièrement les recommandations visant à harmoniser les institutions et les structures au sein du système des Nations Unies. Nous appuyons pleinement la recommandation de rationalisation des rôles et fonctions des institutions qui font double emploi. En fin de compte toutefois, c'est la volonté politique des Etats Membres qui sera le facteur déterminant dans la solution de la crise financière actuelle et qui pourra faire repartir notre organisation sur une base plus stable.

Mon gouvernement est profondément préoccupé par les événements tragiques qui se déroulent en Afrique du Sud. Nous espérons sincèrement que le bon sens pourra l'emporter et qu'il sera possible de mettre fin à l'escalade de la violence. Nous approuvons pleinement les mesures prises par le Commonwealth et lançons un appel aux pays qui hésitent encore pour qu'ils s'associent à cette initiative.

M. Qionibarawi (Fidji)

L'occupation illégale continue de la Namibie par l'Afrique du Sud et son défi persistant au plan des Nations Unies et à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, ne peuvent plus être tolérés. La communauté internationale, le peuple de la Namibie ne peuvent être forcés à l'impuissance par le manque de volonté de ceux qui ne veulent pas agir.

Nous déplorons les actes d'agression des Etats qui menacent de saper la souveraineté et l'intégrité d'autres pays. Comme beaucoup d'autres, mon gouvernement est très préoccupé de la situation au Kampuchea, qui demeure inchangée. Nous réitérons l'appel en faveur d'une solution politique globale qui assure un retrait de toutes les forces étrangères et permette au peuple du Kampuchea de décider de son propre destin grâce à des élections justes et libres. Nous pensons que la proposition en huit points présentée par le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique contient tous les éléments nécessaires à une solution juste.

Nous réaffirmons également l'appui de notre gouvernement à la demande générale de retrait des troupes étrangères de l'Afghanistan et au rétablissement de l'indépendance véritable et de la souveraineté de ce pays.

Mon gouvernement se félicite également de la reprise récente des contacts entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. En attendant la réunification, nous appuyons l'admission de ces deux pays aux Nations Unies.

Il est tragique que la solution du problème palestinien demeure si lointaine. Tout règlement juste et durable doit inclure le droit du peuple palestinien à un foyer ainsi que le droit à l'existence dans des frontières sûres et reconnues de tous les Etats de la région, y compris Israël.

Mon gouvernement appuie également pleinement l'intégrité territoriale, l'indépendance et la souveraineté de Chypre. A notre avis, la mission de bons offices, sous les auspices du Secrétaire général, semble offrir la meilleure solution au problème de Chypre.

Mon gouvernement remercie également le Secrétaire général et son personnel des efforts inlassables faits pour résoudre les problèmes de nombreuses régions troublées du monde. Le progrès n'est pas facile mais nous les prions de ne pas renoncer à leur rôle si précieux de maintien de la paix.

M. Qionibarawi (Fidji)

Le problème du trafic des stupéfiants est l'un des plus graves du monde moderne. Il touche tous les pays, grands et petits, riches et pauvres. La communauté internationale doit donc rapidement, de manière décisive et concertée, anéantir ce fléau. Nous appuyons la tenue d'une conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des stupéfiants et nous espérons qu'il en résultera une coopération solide et efficace.

Le terrorisme international se manifeste de manière de plus en plus horrible. Nous condamnons tous les actes de violence systématique pour parvenir à des fins politiques entraînant la mort de personnes innocentes. Une plus grande coopération internationale doit être favorisée afin d'extirper ce phénomène et de mettre fin rapidement à ses causes sous-jacentes.

L'éternel fardeau de la dette étrangère, le protectionnisme accru, la baisse des produits de base continuent de toucher les économies du monde en développement. On accorde une certaine importance à ces problèmes dans les grands pays, mais les petits pays, notamment les pays insulaires, ne sont pas pris en considération. La plupart des Etats des Iles du Pacifique manquent sérieusement de ressources naturelles. Pour nous tous, la mer représente un avantage vital, mais à cause d'un manque de techniques, de qualifications et de ressources financières, nous ne pouvons suffisamment les exploiter. Nous recherchons un moyen juste et équitable nous permettant d'utiliser ces ressources, ce qui nous assurerait les moyens d'offrir à notre peuple un meilleur niveau de vie. A cette fin, nous, peuples du Pacifique, croyons fermement en nos propres efforts, mais ceux-ci seront anéantis si nous n'avons pas accès aux marchés.

Monsieur le Président, ma délégation vous assure de sa coopération au cours de votre mandat. Nous espérons que l'histoire jugera la quarante et unième session de l'Assemblée générale comme l'une des plus productives et comme l'une de celles qui auront le plus progressé dans la solution des graves problèmes qui affligent le monde et notre organisation.

La séance est levée à 11 h 25.

